

RADIO-SILENCE

CHRONIQUE ECONOMIQUE « FINANCES – VERITES » **« Un bon JUGEMENT exige du REcul »**

N°11

1) Dans l'ACTUALITE économique,

Dans l'actualité économique générale, je me suis intéressé à recoller les statistiques disponibles aux sources sur le chômage en France métropolitaine. Ne retenant que les données brutes, tout d'abord sur le site internet de l'INSEE, je vis que les chiffres connus allaient de Février 1992 à Février 2009. Il s'agit d'une réropolation pour la période antérieure à 1995 avec la méthode postérieure. Cette année-là, le gouvernement a cessé de s'intéresser aux catégories 4 et 5 et n'a plus retenu que six catégories : 1,2,3,...6,7,8. Cette réforme de 1995 a décidé que, depuis lors, on ne tient plus compte officiellement des **sans emploi non immédiatement disponibles** pour causes de formations, maladies, maternités, comme de ceux ayant un emploi mais se trouvant à la recherche d'un autre. Désormais, on ne retient plus que six classements divisionnaires : TROIS à la recherche de CDI à temps plein, temps partiel ou de CDD n'ayant eu aucune activité professionnelle le mois précédent (Cat. 1,2,3), et TROIS encore ayant eu une activité professionnelle égale ou supérieure à 78 heures le mois précédent avec la même ventilation (Cat. 6,7,8). Il existe donc huit catégories historiques mais seulement 6 actives depuis 14 ans.

J'ai alors voulu rechercher dans mes archives les valeurs du chômage de 1972 à 1992. J'ai retrouvé dans le Bulletin Mensuel de la BDF N°17 de Novembre 1975 le total du chômage en 1972, aucune ventilation disponible du chiffre brut de Février **1972 : 413.100**. Le chiffre de **Février 1992**, total brut que j'ai retrouvé dans le Bulletin Trimestriel BDF N° 84, l'indique comme étant celui de l'ensemble des chômeurs de longue durée : **2.938.300 !** *Nous sommes passés de 413.100 à 2.938.300 en vingt ans de 1972 à 1992.* Je me rappelle aussi que lors du fameux débat télévisé de VGE contre MITTERRAND en 1981, Mitterrand avait reproché au titulaire de la charge présidentielle le chiffre de 800.000 chômeurs qui avait donc doublé depuis 1972. Lui-même, MITTERRAND, s'engageant avec les méthodes communistes qu'il fit alors siennes, à rétablir le PLEIN EMPLOI, notamment en embauchant force fonctionnaires... On a vu ensuite que le chiffre est passé de 800.000 à 2.938.300 officiellement ! Ce fut la fameuse « génération des nouveaux pauvres » !

Cependant, grosse surprise la réropolation de 1992 de l'INSEE indique un total général de ses 6 catégories additionnées de seulement 1.231.991 ! ? La Catégorie 1 ne regroupant plus que 919.323 chômeurs de longue durée au lieu des 2.938.300 précédemment recensés par le BT de la BDF sourcé INSEE, pourtant.

Dans la foulée en Février 2009, il n'y a plus que 561.170 chômeurs de Catégorie 1... Et si l'on en croit les « Médias », il y aurait encore une diminution probable en Juin... Personne ne donne le chiffre total de l'ensemble des chômeurs des six catégories de classements officielles réunies qui est : 1.666.016 en Février 2009, dernier chiffre sûr connu sur le site internet de l'INSEE... Soit environ un tiers de plus qu'en 1992... Toujours officiellement.

On voit donc que si l'effort gouvernemental de saisie des réalités des situations vécues par les populations résidentes est réel, nous sommes infiniment loin de la transparence qui sied obligatoirement à une démocratie véritable ! Nous sommes loin de connaître les réalités VRAIES dans tous leurs détails et un nouveau classement plus transparent est à faire afin de permettre un VRAI DEBAT démocratique...

2) Mon CONSEIL patrimonial du jour

Continuez à vous intéresser au marché financier, qu'il faut privilégier, plutôt que celui des pseudos « placements » bancaires. Vous voyez bien que le Ministre des Finances admet que les intermédiaires (banques et Caisses diverses) vous rémunèrent votre épargne à 1% net des ponctions dites « sociales » diverses et vous prêtent à crédit avec des taux d'agios totaux dépassant les 20%, assurances imposées incluses. Cela leur laisse une marge commerçante de

1.900,00 % . Nous attendons « les soldes »... Bizarre il n'y en a jamais chez ce genre de commerçants...

Les Cies d'assurances utilisées dans les contrats de prêts sont, en effet, propriétaires des banques depuis que le ministre des finances communiste Jack RALITE obéit à la politique bruxelloise de resolvabilisation des banques à 8% de Fonds Propres... seulement !

Mais n'allez placer vos économies sur le marché primaire de préférence, ou secondaire a fortiori, que sous la conduite de professionnels expérimentés qui ont accepté, comme moi-même depuis 1992, de se mettre au service exclusif des gens après avoir démissionné du « système » et rompu tout lien avec lui à l'image des Conseillers fiscaux. La connaissance approfondie du « système » est une condition sine qua non du véritable « Conseil financier » indépendant.

3) Mon HISTOIRE de la MONNAIE ***ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM***

Chapitre 11

1260-1314 ; Une époque ACTUELLE

Conclusion de nos chapitres précédents N°s 8,9 & 10 :
Sans la connaissance du Passé, il n'y a aucune possibilité de comprendre le Présent

Un jour je me livrai à quelques recherches dans le but d'offrir à mes étudiants de l'Institut de Formation Bancaire (IFB) à Paris entre 1989 et 1992 une analyse comparative concrète des deux époques, celle de Philippe LE BEL et la nôtre, sept siècles plus tard. Ils étaient toujours friands de ce genre d'histoires inédites et instructives. J'eus l'idée de comparer le pouvoir d'achat de la solde d'un soldat de Château-Fort NON exposé de 1260 à 1314 et celle d'un marin du Clémenceau envoyé par MITTERRAND sans ses avions dans le Golfe...

En 1290 précisément, le soldat touchait DEUX Livres Tournois environ par mois. A 240 Deniers la LT, soit 500 petits deniers, il disposait d'un pouvoir d'achat mensuel de 100 pains, à 5 petits deniers le pain rond de deux kilos de l'époque.

En 1991, un marin appelé du Clémenceau, à la mer mais disait-on alors « non exposé », percevait 1.200 FF par mois de solde. Dans une très grande surface connue alors pour « casser les prix », le pain dit « de campagne » (avec jeu de mots bien sûr !) de deux kilos était vendu 12 FF. Le marin du Clémenceau disposait donc d'un pouvoir d'achat mensuel de... 100 pains de campagne.

Mes étudiants n'en revenaient pas ! Sidérant, non ! ? Malgré toutes les fluctuations monétaires, les guerres et les chocs économiques depuis lors, c'était le même pouvoir d'achat. J'avais d'ailleurs été surpris moi aussi et j'avais refait mes calculs au moins vingt fois !

Si donc l'économie et le social se valait grosso-modo et même précisément dans le cas particulier d'un soldat, qu'en était-il de l'économie monétaire ?

Le mot « Argent » continuait d'être couramment utilisé comme avant mais ne recouvrait plus tout à fait les mêmes réalités. Bien sûr des pièces à teneur partielle d'Argent pur circulaient toujours comme la pièce de 5 FF équivalente à 100 Sous. Mais la pièce de 1 FF valant 20 Sous, elle, n'était plus qu'en acier inoxydable... La plupart de nos pièces ne sont plus que des jetons calibrés pour les machines automatiques. La principale circulation monétaire est de papier dans les années soixante encore à 60%. Mais en 1990, la principale composante de la masse monétaire en circulation est devenue scripturale. Tandis que Philippe LE BEL était obligé de tenir compte des aléas des cours et des quantités disponibles d'Argent métal et faisait fluctuer les teneurs en Argent des pièces émises mais à chaque fois en affichant la teneur par des coins différents et donc ne faisait pas de fausse monnaie, par contre, la République actuelle laisse varier le cours de la monnaie officielle, toujours la même, toujours identique, et escroque donc les gens du pouvoir d'achat extérieur de celle-

ci. De plus en plus la monnaie de singe officielle enferme les gens à l'intérieur de la zone monétaire officielle avec une possibilité de change réduite quelques fois à zéro.

Donc si les réalités économiques et sociales, le pouvoir d'achat économique et les avatars monétaires sont identiques, par contre la rectitude du Roi de France a laissé la place à l'escroquerie monétaire de la République. Laquelle profite de la dématérialisation de la monnaie actuellement pour échafauder une pyramide énorme d'escroqueries imbriquées. La fausse monnaie républicaine actuelle émise par un régime officiellement faux-monnayeur représente le comble de l'escroquerie en 3.500 ans d'histoire monétaire depuis le Code d'Hamurapi. Nous en aurons toutes les preuves en arrivant au vingtième siècle.

Dans notre prochain chapitre N°12, nous aborderons avec le premier FRANC, dans la foulée, la formidable dévaluation monétaire infligée à ses sujets par Catherine de MEDICIS...

Chapitre 12

1360 : Le Premier « FRANC »